

Rapport financier trimestriel
Période terminée le 30 juin 2013

Premier trimestre de l'exercice 2013-2014
Publié le 29 août 2013





TABLE DES MATIÈRES

1.	TÉLÉFILM.....	3
	NOTRE MISSION.....	3
	NOTRE TRAVAIL.....	3
2.	RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL.....	3
3.	CHANGEMENTS IMPORTANTS.....	3
	PROGRAMMES.....	3
	ACTIVITÉS.....	4
	PERSONNEL.....	4
4.	GOVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE.....	4
5.	GESTION DU RISQUE.....	5
6.	ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	5
	DÉPENSES DE SUPPORT.....	5
	FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET D'ADMINISTRATION.....	6
	FINANCEMENT GOUVERNEMENTAL ET REVENUS.....	7
	SITUATION FINANCIÈRE.....	8
7.	RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE.....	9
8.	ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2013.....	10
	DÉCLARATION DE RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION.....	10
	ÉTAT DES RÉSULTATS.....	11
	ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE.....	12
	ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS.....	13
	ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE.....	14
	NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS.....	15
	ANNEXE A - AUTRES RENSEIGNEMENTS.....	15



1. TÉLÉFILM

Téléfilm Canada est une société d'État fédérale relevant du Parlement par l'entremise du ministère du Patrimoine canadien. La vision de Téléfilm Canada est la suivante : des auditoires de partout exigeant du contenu multi-écrans canadien – accessible partout, en tout temps, sur toutes les plateformes.

Notre mission

La mission de Téléfilm est de favoriser et d'encourager le développement de l'industrie audiovisuelle canadienne, en jouant un rôle de chef de file par un appui financier et des initiatives alimentant le succès de l'industrie sur les plans culturel, industriel et commercial.

Notre travail

Téléfilm est vouée à la réussite culturelle, commerciale et industrielle de l'industrie audiovisuelle canadienne. Nos programmes de financement apportent une aide financière à des sociétés de production et de distribution canadiennes dynamiques qui offrent du contenu aux auditoires. Nous mettons en valeur le succès et les talents de l'industrie audiovisuelle canadienne dans des festivals, des marchés et des événements d'envergure régionale, nationale et internationale. Téléfilm valorise la diversité des points de vue, y compris ceux des talents émergents, des minorités linguistiques et des différentes communautés culturelles autochtones.

Téléfilm administre les programmes du Fonds des médias du Canada (FMC). Nous effectuons également des recommandations au sujet de la certification des coproductions audiovisuelles, en vertu de traités officiels, au ministre du Patrimoine canadien. Notre siège social est situé à Montréal, et nous comptons sur un effectif de près de 190 employés qui desservent notre clientèle depuis nos quatre bureaux situés à Vancouver, Toronto, Montréal et Halifax.

2. RAPPORT FINANCIER TRIMESTRIEL

Ce rapport financier trimestriel est conforme à l'ensemble des exigences de la [Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État](#)¹ établie par le Secrétariat du Conseil du Trésor et aux normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP). Il n'y a pas d'exigence d'audit ou d'examen des états financiers pour ce rapport financier trimestriel et, à cet effet, le rapport n'a pas subi d'examen ni d'audit de la part d'auditeurs externes.

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS

Programmes

La Société a lancé en mai dernier son nouveau [Programme de mise en marché](#)². Les anciens programmes, mise en marché, aide à la distribution alternative, aide au doublage et au sous-titrage et Web-Ciné 360, ont tous été fusionnés en un seul programme dans le but d'accroître l'efficacité administrative et d'améliorer le service à la clientèle. Aussi, à titre d'évolution, les dépenses visant la mise en marché et la distribution sur les plateformes numériques sont maintenant admissibles. La Société a aussi mis de l'avant une procédure simplifiée pour les projets de longs métrages en coproduction qui permettra d'intégrer les demandes de recommandation pour la certification aux demandes de financement en production.

En juin dernier, le CRTC a approuvé l'entente finale entre Bell et Astral. Suite à cette transaction, le Fonds des talents de Téléfilm bénéficiera d'une somme de cinq millions répartie sur 7 ans.

1 : www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=18789§ion=text

2 : www.telefilm.ca/fr/fonds-et-programmes/fonds-du-long-metrage-du-canada/programme-de-mise-en-marche

3. CHANGEMENTS IMPORTANTS (SUITE)

Activités

La Société a financé au cours du trimestre 20 nouvelles productions pour un montant de près de 19 millions de dollars. Par ailleurs, huit films canadiens ont été présentés au troisième [Festival International du film de Beijing](#)³, où Téléfilm a aussi tenu un événement de réseautage pour célébrer le talent canadien. L'industrie canadienne fût également présente au [Festival international du film de Shanghai](#)⁴ où dix films ont été présentés dont deux longs métrages en compétition officielle. La Société se réjouit également de l'ampleur de la sélection canadienne au [Festival international du film de Karlovy Vary](#)⁵ qui comprend huit films dont deux dans des sections compétitives.

Une cinquantaine d'entreprises canadiennes ont présenté leurs projets 3D et multiplateformes dans le cadre du MIPTV 2013, un marché important notamment pour la vente et l'achat de droits de diffusion, la coproduction, le financement et les partenariats. Aussi, les productions canadiennes sont bien présentes au [Festival et au Marché du film à Cannes](#)⁶. En effet, la Sélection officielle, la Semaine de la Critique, Cinéfondation et Cannes Classics ont chacun présenté un film canadien, et 44 courts métrages ont été présentés par le biais de notre programme *Talent tout court*.

Par ailleurs, Téléfilm a remis les prix *Guichet d'or* et *Golden Box Office Award* de l'année 2012 aux réalisateurs et aux scénaristes des films canadiens *Omertà* et *Goon*. Ces films ont obtenu les meilleures recettes-guichet au pays avec des recettes respectives de 2,8 et 4,1 millions.

Téléfilm a conclu un partenariat avec CineCoup dans le cadre de sa toute nouvelle campagne de marketing *Découvrez le talent canadien autrement*. De plus, en association avec la SODEC, l'ONF et le Centre national du cinéma et de l'image animée, Téléfilm s'investit pour diffuser gratuitement, le 21 décembre prochain, des programmes variés de courts métrages réalisés par des cinéastes du Québec, du Canada et de la France. Finalement, Corus Entertainment et Téléfilm ont annoncé la création du Fonds de production de longs métrages pour la famille, une initiative ayant pour objectif d'encourager la production de films d'action réelle canadiens de langue anglaise s'adressant à la famille et destinés aux salles de cinéma.

Personnel

La Société a procédé à l'embauche de Sylvie L'Écuyer au poste de directrice, Stratégie et Recherche et Chef du bureau de gestion des projets. Madame L'Écuyer est également membre du comité de direction. De plus, le mandat de Monsieur Yvon Bélanger, membre du conseil d'administration et Président du comité de vérification et des finances est arrivé au terme de ses cinq ans en avril dernier. À cet égard, Madame Elise Orenstein, Vice-présidente du conseil d'administration, officie de façon intérimaire à titre de Présidente du comité de vérification et des finances.

4. GOUVERNANCE ET VÉRIFICATION INTERNE

La gouvernance de la Société s'effectue par le biais des activités du conseil d'administration et de ses comités, ainsi que par le comité de direction présidé par la directrice générale et ses comités dérivés. Le conseil d'administration, le comité de vérification et des finances, le comité des candidatures, d'évaluation et de la gouvernance et le comité de planification stratégique et des communications ont chacun tenu une réunion au cours du trimestre. Le comité de direction s'est, pour sa part, rencontré sur une base quasi-hebdomadaire.

La Société mandate une firme externe pour la réalisation d'audits internes dont la reddition de compte est effectuée au comité de vérification et des finances. Pour leur part, les mandats de l'exercice 2012-2013 ont tous été complétés et leurs conclusions présentées au comité de vérification et des finances. Un plan d'audit interne pour l'exercice 2013-2014 et 2014-2015 a été adopté et, à cet égard, le mandat de conformité aux traités de coproduction a été entrepris au cours du trimestre.

3 : www.bjiff.com/en/

4 : www.siff.com/InformationEn/Index.aspx

5 : www.kviff.com/en/news/

6 : www.marchedufilm.com/fr/

5. GESTION DU RISQUE

La gestion des risques évolue avec le temps et la directrice générale a revu la gouvernance en cette matière lors du dernier exercice en créant un nouveau comité de gestion des risques. Ce comité est désormais présidé par celle-ci et réunit tous les membres du comité de direction qui appuient la directrice générale dans l'identification, l'évaluation et la priorisation des risques, et dans l'élaboration des mesures à prendre pour les atténuer de façon efficace. Par ailleurs, le niveau des risques évalués lors du présent exercice a généralement diminué. Également, la Société procède actuellement à une cartographie des risques de fraude.

6. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Dépenses de support

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réel	
					\$	%	\$	%
Production	66,4	15,0	19,8	7,7	(4,8)	(32)	12,1	157
Développement	6,0	0,3	0,3	0,1	-	-	0,2	200
	72,4	15,3	20,1	7,8	(4,8)	(31)	12,3	158
Promotion	6,9	1,1	1,7	0,4	(0,6)	(55)	1,3	325
Mise en marché	10,2	2,1	1,2	3,4	0,9	43	(2,2)	(65)
Événements internationaux	2,3	1,1	0,7	1,1	0,4	36	(0,4)	(36)
	19,4	4,3	3,6	4,9	0,7	16	(1,3)	(27)
	91,8	19,6	23,7	12,7	(4,1)	(21)	11,0	87

L'identification des écarts à expliquer provient de seuils établis en collaboration avec le comité de vérification et des finances de la Société.

L'aide à la production excède de façon significative autant le budget trimestriel établi que les dépenses comparatives. Ces écarts sont temporaires. Les entreprises de production ont devancé le dépôt de leurs projets en comparaison du trimestre comparatif, autant pour le volet des enveloppes à la performance que pour le volet sélectif. À cet égard, huit films de plus furent financés à ce jour. Notons que le nouveau processus de prise de décision plus rapide, mis en place pour le volet sélectif, a contribué à ce résultat. Les dépenses de support pour l'aide au développement présentent aussi un écart circonstanciel par rapport au trimestre comparatif qui s'explique par les entreprises détentrices d'enveloppes à la performance qui ont déposé leurs projets plus tôt dans l'exercice.

Les dépenses d'aide à la promotion présentent, quant à elles, à la fois un dépassement budgétaire et une hausse des dépenses par rapport au trimestre comparatif. Le dépassement budgétaire s'explique principalement par le financement d'un festival canadien important qui était anticipé ultérieurement dans l'exercice. De plus, l'application du processus uniformisé du nouveau programme de promotion instauré l'an passé a permis d'accélérer le traitement des demandes de financement par rapport à l'exercice précédent. Ce dernier élément explique l'essentiel de la variation des dépenses en promotion.

Les dépenses d'aide à la mise en marché sont inférieures aux attentes budgétaires et aux dépenses du trimestre comparatif. L'écart budgétaire provient majoritairement des entreprises détentrices d'enveloppes à la performance pour lesquelles aucun projet d'envergure n'a été contractuellement conclu au cours du trimestre. Cet élément est aussi un facteur qui explique la baisse des dépenses en comparaison de l'an dernier. De plus, les entreprises en distribution ont attendu le déploiement du nouveau programme remanié de mise en marché en mai dernier avant de soumettre leurs projets ce qui a contribué à la baisse des dépenses.

Les dépenses relatives aux événements internationaux présentent une baisse par rapport au budget et au trimestre comparatif. Cette diminution s'explique principalement par le report d'une charge à une période ultérieure pour des fins de synchronisation de la dépense avec la réalisation de l'événement.

6. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Frais de fonctionnement et d'administration

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

	Budget (M\$)		Réal (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013- 2014	2012- 2013	Budget		Réal	
					\$	%	\$	%
Salaires et avantages sociaux	18,8	4,7	4,9	5,1	(0,2)	(4)	(0,2)	(4)
Technologies de l'information	1,2	0,7	0,7	0,6	-	-	0,1	17
Location	1,9	0,5	0,6	0,6	(0,1)	(20)	-	-
Honoraires professionnels	2,2	0,3	0,2	0,3	0,1	33	(0,1)	(33)
Amortissement	0,7	0,2	0,2	0,3	-	-	(0,1)	(33)
Frais de bureau	0,7	0,2	0,1	0,1	0,1	50	-	-
Voyages	0,6	0,2	0,1	0,1	0,1	50	-	-
Publicité et publications	0,3	-	-	-	-	-	-	-
	26,4	6,8	6,8	7,1	-	-	(0,3)	(4)

Les frais de fonctionnement et d'administration présentent des montants arrondis et doivent être analysés en regard de l'Annexe A - Autres renseignements, pour plus de précision. La Société présente un bon contrôle de ses coûts, tant par rapport au budget qu'en regard de ses dépenses antérieures.

Les honoraires professionnels présentent un léger surplus budgétaire attribuable à plusieurs secteurs qui requièrent diverses expertises. À cet égard, la Société continue de réaliser des gains d'efficacité et a éliminé les dates de dépôt de son programme d'aide à la production, ce qui a permis de limiter l'utilisation de ressources externes. De plus, les frais de traduction du premier trimestre sont moindres qu'anticipés. Par ailleurs, un moindre recours aux consultants informatiques et la valorisation de la main d'œuvre disponible à l'interne expliquent l'essentiel de l'écart par rapport au trimestre comparatif.

La dépense d'amortissement accuse, quant à elle, une baisse par rapport au trimestre comparatif qui s'explique par le fait que certains logiciels et licences informatiques ont atteint la fin de leur durée de vie utile comptable, étant complètement amortis.

Finalement, le poste des voyages présente un faible surplus budgétaire qui provient de plusieurs secteurs. Certains voyages ont notamment été annulés alors que d'autres s'effectueront ultérieurement. La Société s'efforce de minimiser ses coûts de déplacement, notamment en utilisant les dernières technologies de vidéo conférence peu coûteuses.

6. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Financement gouvernemental et revenus

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

	Budget (M\$)		Réel (M\$)		Écart			
	Annuel	Période	2013-	2012-	Budget		Réel	
			2014	2013	\$	%	\$	%
Crédit parlementaire	99,6	24,1	23,6	18,7	(0,5)	(2)	4,9	26
Honoraires de gestion provenant du FMC	10,1	2,5	2,6	2,6	0,1	4	-	-
Revenus d'investissements et récupérations	9,0	0,5	0,4	0,7	(0,1)	(20)	(0,3)	(43)
Fonds des talents	1,2	-	0,1	-	0,1	-	0,1	-
Intérêts et autres revenus	0,1	-	-	-	-	-	-	-
	120,0	27,1	26,7	22,0	(0,4)	(1)	4,7	21

Le crédit parlementaire utilisé présente une hausse significative par rapport au trimestre comparatif. Cette augmentation découle principalement des montants versés pour les nouveaux projets de l'exercice 2013-2014 issus du programme d'aide à la production. Ce programme a connu, jusqu'à présent, un accroissement marqué de ses activités. Notons que le niveau du crédit parlementaire autorisé n'est pas affecté par cette augmentation.

Les revenus d'investissements et récupérations génèrent des écarts tant par rapport au budget qu'en regard des revenus comparatifs. La Société n'a pas de contrôle sur les ventes effectuées et, en conséquence, il est difficile de prévoir les niveaux de revenus et de récupérations. Plusieurs éléments expliquent la baisse par rapport au trimestre comparatif, notamment la diminution des récupérations d'avances provenant de projets financés en développement. Aussi, pour les projets de mise en marché émanant des distributeurs, les récupérations accusent un léger retard par rapport à l'exercice précédent, autant pour le nombre de remises que pour les montants correspondants.

Finalement, le Fonds des talents a enregistré 100 000 dollars de dons au premier trimestre, alors qu'il n'était qu'en phase de démarrage à la même période l'an passé.

6. ANALYSE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE (SUITE)

Situation financière

	Réel (M\$)		Écart	
	30 juin 2013	31 mars 2013	\$	%
Actifs financiers				
Montant à recevoir du Trésor	45,6	45,6	-	-
Trésorerie - Fonds des talents	0,1	-	0,1	-
Débiteurs	2,7	2,6	0,1	4
À recevoir du FMC	2,6	3,0	(0,4)	(13)
	51,0	51,2	(0,2)	-
Passifs				
Créditeurs	1,5	2,1	(0,6)	(29)
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	-	0,3	(0,3)	(100)
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	36,7	33,7	3,0	9
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2,4	2,3	0,1	4
Actifs financiers nets	10,4	12,8	(2,4)	(19)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	1,4	1,6	(0,2)	(13)
Charges payées d'avance	0,5	1,7	(1,2)	(71)
Excédent accumulé	12,3	16,1	(3,8)	(24)

Notre actif financier le plus important, l'encaisse, n'a pas varié au cours du trimestre alors que le montant à recevoir du Fonds des médias du Canada (FMC) affiche une baisse qui est reliée principalement à la taxe de vente harmonisée de 13 % découlant de la facturation comptabilisée au 31 mars 2013.

La diminution des créditeurs est expliquée principalement par la baisse des frais courus du trimestre en comparaison de ceux comptabilisés au 31 mars dernier. À cet égard, la direction applique à la clôture de l'exercice des procédés de démarcation exhaustifs sur une plus longue période de temps qui ne peuvent être effectués lors d'un trimestre en cours d'année. D'autre part, les prestations spéciales de cessation d'emploi à payer ont été majoritairement payées au cours du premier trimestre, tel qu'anticipé.

Une autre fluctuation découle d'une diminution de la valeur nette des immobilisations qui provient principalement de l'amortissement des actifs. Finalement, les charges payées d'avance ont diminué de façon importante, en conséquence de la passation à la dépense de la presque totalité des charges payées d'avance de l'exercice précédent.

7. RAPPROCHEMENT DU COÛT DE L'EXPLOITATION ET DU CRÉDIT PARLEMENTAIRE

La Société reçoit la plus grande partie de son financement au moyen d'une autorisation parlementaire annuelle. Les éléments comptabilisés dans l'état des résultats et dans l'état de la situation financière peuvent avoir été financés au moyen d'une autorisation parlementaire qui a été approuvée lors d'un exercice précédent ou lors de l'exercice en cours. Le rapprochement fait appel à un calcul qui fait en sorte que certains éléments ne peuvent être reliés directement aux états financiers.

<i>En millions de dollars canadiens</i>	30 juin 2013
Coût de l'exploitation	30,5
Rajustements ayant une incidence sur le coût de l'exploitation :	
Amortissement	(0,2)
Avantages sociaux futurs	(0,2)
Rajustements ayant une incidence sur l'utilisation du crédit parlementaire :	
Redressement relatif aux conditions d'admissibilité des dépenses de support	(3,0)
Frais de fonctionnement financés par le FMC	(2,6)
Charges payées d'avance administratives au 31 mars	(1,1)
Charges payées d'avance administratives au 30 juin	0,2
	(6,5)
Crédit parlementaire constaté au 30 juin	23,6
Crédit parlementaire disponible pour les trimestres subséquents	76,0
Crédit parlementaire autorisé	99,6

Le montant du crédit parlementaire de l'exercice est issu du Budget principal des dépenses de 2013-2014.

8. ÉTATS FINANCIERS TRIMESTRIELS POUR LA PÉRIODE TERMINÉE LE 30 JUIN 2013**Déclaration de responsabilité de la direction**

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers trimestriels conformément à la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État du Conseil du Trésor du Canada*, ainsi que des contrôles internes qu'elle considère comme nécessaires pour permettre la préparation d'états financiers trimestriels exempts d'anomalies significatives. La direction veille aussi à ce que tous les autres renseignements fournis dans ce rapport financier trimestriel concordent, s'il y a lieu, avec les états financiers trimestriels.

À notre connaissance, ces états financiers trimestriels non vérifiés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière, des résultats d'exploitation, de la variation des actifs financiers nets et des flux de trésorerie de la Société, à la date et pour les périodes visées dans les états financiers trimestriels.



Carolle Brabant, CPA, CA, MBA
Directrice générale



Denis Pion
Directeur - Administration et Services d'entreprise

Montréal, Canada
Le 29 août 2013



État des résultats

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	Annexe	30 juin Budget	30 juin 2013	30 juin 2012
Dépenses de support				
Développement de l'industrie audiovisuelle canadienne				
Aide à la production		15 000	19 767	7 700
Aide au développement		300	259	109
<hr/>				
Soutien promotionnel au Canada et à l'étranger		15 300	20 026	7 809
Promotion		1 100	1 679	432
Aide à la distribution et mise en marché		2 050	1 229	3 357
Participation aux événements internationaux		1 100	725	1 102
<hr/>				
		4 250	3 633	4 891
<hr/>				
Frais de fonctionnement et d'administration	A	19 550	23 659	12 700
		6 751	6 823	7 102
<hr/>				
Coût de l'exploitation		26 301	30 482	19 802
<hr/>				
Revenus				
Honoraires de gestion provenant du Fonds des médias du Canada				
		2 517	2 600	2 630
Revenus d'investissements et récupérations				
		490	387	695
Fonds des talents				
		-	100	-
Intérêts et autres revenus				
		25	22	33
<hr/>				
		3 032	3 109	3 358
<hr/>				
Coût net de l'exploitation avant le financement gouvernemental		23 269	27 373	16 444
<hr/>				
Financement gouvernemental				
Crédit parlementaire		24 060	23 594	18 709
<hr/>				
Excédent (déficit)		791	(3 779)	2 265
<hr/>				
Excédent accumulé au début			16 069	14 221
<hr/>				
Excédent accumulé à la fin			12 290	16 486

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État de la situation financière

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2013	31 mars 2013
Actifs financiers		
Montant à recevoir du Trésor	45 585	45 561
Trésorerie - Fonds des talents	136	36
Débiteurs	2 650	2 572
À recevoir du Fonds des médias du Canada	2 600	2 973
	50 971	51 142
Passifs		
Créditeurs et charges à payer	1 506	2 066
Prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	38	336
Obligations relatives aux programmes d'aide financière	36 666	33 730
Passif au titre des avantages sociaux futurs	2 356	2 250
	40 566	38 382
Actifs financiers nets	10 405	12 760
Actifs non financiers		
Immobilisations corporelles	1 414	1 585
Charges payées d'avance	471	1 724
	1 885	3 309
Excédent accumulé	12 290	16 069

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers trimestriels.



État de la variation des actifs financiers nets

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2013	31 mars 2013
Excédent (déficit)	791	(3 779)	1 848
Opérations liées aux immobilisations corporelles			
Amortissement	175	175	1 036
Acquisitions	-	(4)	(357)
Autres opérations			
Acquisitions des charges payées d'avance	-	(318)	(1 724)
Utilisation des charges payées d'avance	1 571	1 571	1 875
Augmentation (diminution) des actifs financiers nets	2 537	(2 355)	2 678
Actifs financiers nets au début de l'exercice	12 760	12 760	10 082
Actifs financiers nets à la fin	15 297	10 405	12 760

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers trimestriels.

**État des flux de trésorerie**

Pour la période de trois mois terminée le 30 juin 2013

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin 2013	30 juin 2012
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit)	(3 779)	2 265
Éléments sans effet sur la trésorerie :		
Augmentation du passif au titre des avantages sociaux futurs	106	137
Amortissement des immobilisations corporelles	175	269
	(3 498)	2 671
Variations des éléments financiers hors caisse :		
Diminution (augmentation) des débiteurs	(78)	1 432
Diminution du montant à recevoir du Fonds des médias du Canada	373	1
Diminution des créditeurs et charges à payer	(560)	(341)
Diminution des prestations spéciales de cessation d'emploi à payer suite à une réduction d'effectifs	(298)	(138)
Augmentation (diminution) des obligations relatives aux programmes d'aide financière	2 936	(2 928)
Diminution des charges payées d'avance	1 253	1 732
	128	2 429
Activités d'investissement en immobilisations		
Acquisitions	(4)	-
Augmentation du montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents	124	2 429
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents au début de l'exercice	45 597	41 088
Montant à recevoir du Trésor et Trésorerie - Fonds des talents à la fin	45 721	43 517

Les notes complémentaires et l'annexe font partie intégrante des états financiers trimestriels.



Notes aux états financiers trimestriels

1. Base de préparation des états financiers

Les présents états financiers trimestriels non vérifiés ont été préparés par la direction de la Société selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public (NCCSP) en application de la *Norme sur les rapports financiers trimestriels des sociétés d'État* du Conseil du Trésor du Canada. Ils doivent être lus en conjonction avec les derniers états financiers annuels vérifiés du 31 mars 2013. Les méthodes comptables et les modalités de calcul adoptées dans ces états financiers trimestriels sont identiques à celles utilisées dans les états financiers annuels du 31 mars 2013 ci-dessous.

2. Chiffres comparatifs

Certains chiffres de 2012-2013 ont été reclassés afin de se conformer à la présentation adoptée en 2013-2014.

Annexe A - Autres renseignements

A - Frais de fonctionnement et d'administration

<i>En milliers de dollars canadiens</i>	30 juin Budget	30 juin 2013	30 juin 2012
Salaires et avantages sociaux	4 718	4 875	5 117
Technologies de l'information	692	675	622
Location, taxes, chauffage et électricité	534	570	537
Honoraires professionnels	277	226	272
Amortissement d'immobilisations corporelles	175	175	269
Frais de bureau	152	136	123
Voyages et accueil	151	126	125
Publicité et publications	52	40	37
	6 751	6 823	7 102